

NON à l'arrêt des formations ETAPS



La formation n'est pas une marchandise !

Les nouvelles orientations imposées par l'exécutif régional menacent tous les acteurs de la Formation Professionnelle en Provence Alpes Côte d'Azur : prescripteurs, usagers et opérateurs, impose des restrictions budgétaires, qui se traduisent par **des suppressions de formations et des baisses d'effectifs**

Au mois de janvier 2017, les **Espaces Territoriaux d'Accès aux Premiers Savoirs (ETAPS)** sous convention Justice-Région (CJR), connus sous le nom d'ETAPS-PJJ, ont été supprimés. Avec l'appel d'offre régional lancé le 16 février 2017, **la fin des ETAPS est annoncée pour juin 2017.**

L'accès à la formation est un droit fondamental, il est bafoué !

Dans l'appel d'offre annuel régional 2017-2018, les actions qui remplacent les ETAPS sont les actions préparatoires à la certification CléA et les actions préparatoires à la qualification. Sur Marseille, l'offre de formation ETAPS était de 980 361 heures pour 17 organismes de formation, alors que les deux dispositifs dans la commande 2017 proposent au maximum 265 600 heures, **soit - 73% d'heures!**

La Région souhaite ne pas reconduire des centaines de milliers d'heures de formation en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi et sans qualification.

De plus, ces formations courtes ne permettront pas aux publics les plus fragiles de disposer du temps nécessaire pour prendre leurs marques en formation, et entreprendre un parcours fructueux et émancipateur.

C'est illégal ! Dans le cadre de la loi sur la Décentralisation, les Régions ont **l'obligation de former tous les publics.**

En ne prenant plus en compte les publics en amont de la qualification, **Christian Estrosi et son équipe s'en prennent aux plus précaires !** C'est une politique à court terme, qui compromet l'avenir de la Région et de Marseille :

- Former des citoyens à réfléchir et à s'émanciper est une volonté, un acte, que tout politique soucieux de l'avenir de sa région doit avoir à cœur !
- Former les plus précaires, c'est anticiper et lutter contre le développement de toutes les formes d'obscurantisme

Monsieur Estrosi, le compte n'y est pas, nous demandons :

- **Le maintien des actions ETAPS sur le territoire régional**
- **Une réflexion menée avec les partenaires sociaux, les Organismes de formation, les Missions locales pour définir quelle serait une réponse régionale ambitieuse, adaptée aux besoins de notre région et de tous ses citoyens.**

Rassemblement devant la CCI, en bas de la Canebière
Le mercredi 14 juin 2017 à 8h30
Départ en manifestation pour le CREFOP
Formation, émancipation, lutte contre l'exclusion